

Source : http://www.liberation.fr/planete/2018/05/10/pourquoi-2018-est-une-annee-cruciale-pour-les-negociations-sur-le-climat_1649169?xtor=rss-450

Téléchargement 10 05 2018

Pourquoi 2018 est une année cruciale pour les négociations sur le climat

Par [Aude Massiot](#) — 10 mai 2018



En Antarctique, un lac se forme avec la fonte de la glace sur l'île Île du Roi-George, le 1er février.
Photo MATHILDE BELLENGER. AFP

Jeudi, se termine à Bonn, en Allemagne, l'intersession du processus de discussions de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) alors que de fortes attentes se portent sur la conférence climat organisée en décembre en Pologne.

- Pourquoi 2018 est une année cruciale pour les négociations sur le climat

En avril, le Pakistan a enregistré une température de 50,2°C. Un record mondial pour ce mois de l'année. Début mai, l'observatoire Mauna Loa à Hawaï a publié des relevés montrant que la concentration moyenne en dioxyde de carbone a atteint 410 parties par million (ppm), soit 46% de plus qu'en 1880. Depuis début mai, une vague de chaleur frappe le pôle Nord.

Pendant ce temps-là, à Bonn, en Allemagne, c'est l'intersession des négociations climat sous l'égide des Nations unies qui se termine jeudi. Sans grandes avancées pour ce processus politico-technique extrêmement complexe, mais avec de l'espoir. Dans l'agenda fixé lors de la COP21 en France, il y a trois ans, 2018 constitue une année tremplin pour l'avancée de la mise en place de [l'accord de Paris sur le climat](#).

Une trajectoire pas assez ambitieuse

Les 176 Etats l'ayant ratifié ont jusqu'à 2020 pour rehausser leurs contributions nationales, c'est-à-dire leurs objectifs présentés lors de la COP21. *«Pour l'instant, l'addition de tous les engagements nationaux nous porte à un réchauffement des températures mondiales de 3,7 à 4°C pour 2100, ce qui serait catastrophique, rappelle Lucile Dufour, responsable politiques internationales au Réseau action climat France. Les pays ne doivent donc pas rater le coche de 2018 pour rehausser leurs ambitions.»*

A lire aussi [En Allemagne, une ZAD face au lignite ennemi](#)

Pour les aider, la présidence fidjienne a lancé, [lors de la Conférence des parties \(COP\) 23](#), à Bonn, en novembre 2017, le «dialogue Talanoa». Ces derniers jours, lors de l'intersession, les négociateurs nationaux et les acteurs «non-parties», c'est-à-dire la société civile et les représentants du secteur privé, ont échangé des retours d'expérience pour guider les Etats dans l'augmentation de leurs ambitions pour 2020.

En vue : la COP24, organisée à Katowice en Pologne, début décembre. *«Il sera nécessaire d'y créer le premier grand momentum politique depuis 2015, appelle Marianne Karslen, cheffe de la délégation norvégienne. Le dialogue a très bien commencé.»*

Des responsabilités à prendre

L'Union européenne est attendue au tournant, depuis que les Etats-unis [ont décidé de se retirer de l'accord de Paris](#), en juin 2017. *«L'UE a un leadership à prendre pour faire avancer les négociations, et elle est en train de passer à côté», regrette Yann François, responsable Climat-énergies à la mairie de Paris et participant au dialogue Talanoa.*

Emmanuel Macron [a tenté de combler le manque](#) de financements américains (2 milliards de dollars) grâce à son sommet One planet, organisé en décembre 2017. Il a promis qu'une deuxième édition se tiendrait en 2018, mais si l'Elysée garde les mêmes dates, l'événement tomberait en même temps que la COP24. Une concurrence qui serait très mal vue par les organisateurs de la conférence des Nations unies.

La COP en Pologne sera cruciale car elle doit voir aboutir le «rulebook» de l'accord de Paris, c'est-à-dire ses règles de fonctionnement, de vérification et de transparence sur le respect des engagements des Etats. *«C'est une avancée très importante pour aider les pays dans leur planification des politiques climatiques, et pour envoyer des signaux solides aux acteurs non-étatiques, notamment les entreprises», reprend Lucile Dufour.*

Un manque de financements

En plus des ambitions de réduction de leur impact sur le climat, les pays développés doivent tenir leurs engagements de financement à destination des Etats les plus vulnérables. Et ils en sont encore loin. «*Les négociations de Bonn envoient un message inquiétant sur les financements climat, assure Armelle Le Comte, responsable climat à Oxfam France dans un communiqué. Les options actuellement sur la table sont insuffisantes et le risque de blocage à la COP24 est élevé. Des financements ont été promis et sont plus que jamais nécessaires.*» Les pays développés se sont notamment engagés à consacrer 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 pour le climat. Des fonds nécessaires pour que les pays en développement remplissent leurs propres engagements.

A lire aussi [Dans l'Arctique, les glaces marines se dégradent en continu](#)

Pour y parvenir, l'année 2018 est jalonnée de rendez-vous internationaux. Une intersession de rattrapage sera organisée en septembre pour approfondir les avancées avant la COP24. Du 12 au 14 du même mois, se tient le Climate Action summit en Californie, grand rendez-vous des acteurs non-étatiques engagés sur le climat et qui aura une résonance particulière alors que Donald Trump multiplie les politiques climaticides. En octobre, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiera son très attendu rapport sur l'état d'un monde à +1,5°C, commandé lors de la COP21. Le tout pour donner une dernière impulsion avant la COP24 dont la présidence polonaise n'annonce pas un grand volontarisme.

[Aude Massiot](#)